

**Questions
internationales**

La Suède et la Finlande dans l'OTAN
Les accords commerciaux de la Chine
Un portrait de Henry Kissinger

La Chine et les Chinois dans le monde



La Documentation
française

DOSSIER...



La Chine et les Chinois dans le monde

04 Ouverture – Ombres chinoises

Serge Sur

12 La Chine et sa diaspora : la mobilité au service de la puissance

Carine Pina

25 L'influence croissante de la Chine sur la scène mondiale *via* le système du Front uni

Ralph Weber

33 Pékin et Taïwan : un face-à-face tendu

Tristan Dufes

45 La Chine et les Chinois en Asie du Sud-Est : les dessous d'une relation particulière

Françoise Nicolas

56 L'influence croissante de la Chine aux Nations Unies

Alice Ekman

66 L'inspiration singapourienne du modèle d'État de droit autoritaire chinois

Eugénie Mérieau

75 La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie

Jean-Pierre Cabestan

86 La stratégie d'influence chinoise en Europe centrale et orientale

Andreea Budeanu

93 La Chine et le monde musulman : des relations pragmatiques

Emmanuel Lincot

Et les contributions de

Jean-Pierre Cabestan (p. 31),
Emmanuel Dubois de Prisque (p. 83),
Emmanuel Lincot (p. 64)
et *Françoise Thibaut* (p. 22, 54 et 72)

Questions EUROPÉENNES

99 Suède et Finlande dans l'OTAN : la sortie du neutralisme

Cyril Coulet

Regards sur le MONDE

108 Chine : de multiples accords commerciaux au service d'une ambition hégémonique régionale et mondiale

Patrick Allard

PORTRAITS

de *Questions internationales*

117 Henry Kissinger, ou le dernier diplomate

Philippe Moreau Defarges

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

125 et 126

La Chine et sa diaspora : la mobilité au service de la puissance

Carine Pina

* Carine Pina

est sinologue, chercheuse associée au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (Cessma) de l'université de Paris, à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) et à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et enseignante vacataire à l'Institut catholique de Paris¹.

Les communautés chinoises – Chinois et descendants de Chinois établis à l'étranger – installées sur tous les continents, souvent de longue date, ont depuis la fin du XIX^e siècle toujours reçu une attention particulière de la part des autorités de Pékin. Renouvelé depuis les années 1980, cet intérêt grandit avec l'expansion économique, diplomatique et culturelle croissante de la Chine dans le monde. Se faisant plus intrusif, il commence néanmoins à irriter les gouvernements de nombreux États étrangers.

Le nombre d'individus composant les communautés chinoises (ressortissants chinois *stricto sensu* ou personnes d'origine chinoise) de par le monde est estimé à environ 60 millions d'individus établis sur tous les continents, et notamment de longue date en Asie du Sud-Est, aux États-Unis et en Europe. L'ancienneté de l'émigration chinoise explique ce nombre élevé et fait de la diaspora chinoise l'une des plus importantes au monde avec la diaspora indienne. La diaspora chinoise se compose des ressortissants de la République populaire de Chine (RPC) établis à l'étranger (*huaqiao*), ainsi que des ressortissants étrangers descendants de Chinois (*huaren/huayi*).

Ce nombre élevé est aussi le résultat du renouveau, depuis plus de quarante ans, des départs du continent. Les nouveaux migrants chinois diversifient dorénavant leurs destinations et présentent des profils socio-démographiques multiples. Au début des années 1980, les candidats au départ étaient majoritairement des figures

classiques de la migration économique (ouvriers, marchands...), provenant des provinces d'émigration traditionnelles du Fujian, du Guangdong ou du Zhejiang. Les départs concernent désormais des personnes issues de toutes les provinces chinoises, de tous les milieux sociaux et leurs profils sont de plus en plus qualifiés.

Ces nouvelles migrations accompagnent depuis bientôt quarante ans l'intégration économique de la Chine au système mondial, notamment avec le projet des nouvelles routes de la soie. Un glissement est désormais à l'œuvre entre migration et expatriation, d'autant plus que, hormis depuis la pandémie de Covid-19 en 2020, la circulation entre la Chine et les espaces de résidence est facilitée.

¹ Elle est notamment l'auteure de *La Chine et sa nouvelle diaspora : la mobilité au service de la puissance*, Ellipses, Paris, 2012.



© C. Suresh Kumar / The Times of India via AFP

Un lien ancien

La Chine constitue une originalité dans l'histoire des relations entre États et émigration. Dès le milieu du XIX^e siècle, les dirigeants de l'empire jettent les bases d'une politique visant à maintenir des liens particuliers avec les émigrés chinois. À partir du début du XIX^e siècle, l'émigration est en effet devenue massive et concerne aussi bien l'Asie du Sud-Est que l'Amérique du Nord ou l'Afrique du Sud. Ces changements sont le fait des puissances occidentales, pour lesquelles le commerce des porteurs et manœuvres, les « coolies », représente une activité lucrative. Les Occidentaux contraignent alors Pékin à accepter l'émigration sous contrat et « libre ».

Les autorités chinoises s'impliquent dès lors à différents niveaux – ouverture de consulats, gestion des départs et défense du droit d'émigration prévu par les traités, notamment à destination des États-Unis –, une implication qui augmente leur connaissance des communautés expatriées.

Des membres de la diaspora chinoise vivant en Inde viennent accueillir Xi Jinping lors d'un sommet informel avec le président indien, Narendra Modi, à Chennai en octobre 2019. D'après l'Organisation internationale pour les migrations, la Chine serait, après l'Inde et le Mexique, le pays d'origine du plus grand nombre de migrants internationaux.

Elles découvrent ainsi également l'importance des flux financiers et matériels générés en retour par les émigrés en direction de la Chine. Pékin, qui est admiratif des riches marchands instruits ayant prospéré dans des activités commerciales ou industrielles modernes, n'a plus qu'un objectif affirmé : les associer à la modernisation du continent. Sous la pression étrangère, l'empire finit par reconnaître ces migrants et leurs descendants comme des nationaux avec l'adoption d'une première loi sur la nationalité en 1909.

Les successeurs de l'empire – République de Sun Yat-sen et Chiang Kai-shek ; République populaire de Chine de Mao Zedong – maintiennent par la suite cet intérêt et l'adaptent à leurs objectifs. Ayant soutenu la révolution de 1911, les *huaqiao* (Chinois d'outre-mer) sont

L'influence croissante de la Chine sur la scène mondiale *via* le système du Front uni

* Ralph Weber

est professeur d'études européennes globales à l'université de Bâle. Ses recherches portent sur les relations sino-européennes et les activités politiques de la République populaire de Chine et du Parti communiste chinois en Europe.

Ralph Weber *

Au cours des quatre dernières décennies, l'influence de la République populaire de Chine dans le monde a crû parallèlement à sa montée en puissance au sein de l'économie globale et de la politique internationale. L'une des facettes les moins bien identifiées de cette influence, malgré sa présence au cœur de nos sociétés, est le système du Front uni, une entreprise de promotion des intérêts chinois, en Chine et à l'étranger, directement contrôlée par le Parti communiste chinois.

Depuis plusieurs années, le rôle du Parti communiste chinois (PCC) et la montée en puissance de la Chine sur la scène économique et politique internationale sont considérés avec une circonspection croissante par de nombreux observateurs. La position de la République populaire de Chine (RPC) en mer de Chine méridionale et les tensions autour de Taïwan, les contre-sanctions envers certains membres du Parlement européen dans le dossier concernant le Xinjiang, la désormais célèbre diplomatie des « loups guerriers »¹ de Xi Jinping rompant avec la traditionnelle retenue chinoise ou le soutien (certes mesuré mais public) apporté à la Fédération de Russie dans la guerre contre l'Ukraine apparaissent comme un avant-goût

de ce que d'aucuns considèrent comme un défi autoritaire lancé par Pékin à l'ordre libéral. Le PCC serait le chef de ligne de ce nouvel activisme international, et de son succès dépendrait la trajectoire de la Chine au XXI^e siècle.

En fait, un ensemble de défis internes et externes semble déjà avoir fragilisé l'ordre libéral. D'une part, les menaces « intérieures » se succèdent, à l'instar des nombreux mouvements nationalistes d'extrême droite et populistes qui s'affirment en Europe ou aux États-Unis. D'autre part, les régimes autoritaires ciblent de manière croissante les systèmes sociaux et politiques d'autres États ainsi que le système des Nations Unies afin de légitimer leurs propres pratiques répressives, leur objectif ultime étant de positionner leurs normes et leurs valeurs en une option alternative viable à l'ordre libéral.

¹ L'expression désigne le style offensif (pouvant aller jusqu'à l'insulte) adopté ces dernières années par certains diplomates de premier rang pour promouvoir les intérêts nationaux chinois.

Dans la remise en cause du système international tel qu'il existait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Chine promeut tous azimuts ses intérêts économiques et diplomatiques en s'appuyant sur les Chinois expatriés, les descendants de Chinois établis à l'étranger mais aussi sur des acteurs économiques, politiques et sociaux qui forment le système et les réseaux du Front uni.

Un activisme international tous azimuts

La Chine est le premier partenaire commercial de l'Union européenne, juste devant les États-Unis. Indubitablement, avec une part de 15 % environ du commerce mondial, la Chine constitue une puissance économique de premier ordre. Ces deux dernières décennies, elle s'est également transformée en une puissance politique et militaire de tout premier plan. La récente démonstration de force dans le détroit de Taïwan – présentée par Pékin comme une réponse à la visite de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, à Taipei en août 2022 – en témoigne.

Compte tenu de l'activisme croissant de la Chine sur la scène internationale et du nouveau statut que celle-ci a acquis au cours de ces dernières années, il est tout à fait naturel que de nombreux acteurs, des cercles gouvernementaux et politiques aux ONG, des organes de presse aux chercheurs, se posent la question de l'« influence » de la Chine sur le reste du monde². Cette influence, qui va de pair avec l'acquisition d'un statut international, se définit comme le fait, pour un acteur, d'en inciter un autre à agir d'une manière que celui-ci n'aurait autrement pas choisie. La forme de cette influence chinoise et les canaux qu'elle emprunte varient en revanche d'un pays à l'autre.

Selon la vision qu'elle a d'elle-même, la Chine occupe actuellement la place qui lui revient

de droit, celle de la future première puissance mondiale du XXI^e siècle. Son régime autoritaire, centré autour d'un parti marxiste-léniniste se plaçant au-dessus de l'État, se comporte déjà comme si tel était le cas. Le PCC a renforcé son influence et son appareil de propagande, défiant Taïwan plus ouvertement qu'auparavant, s'engageant dans une diplomatie économique coercitive à l'encontre de l'Australie ou de la Lituanie par exemple, et accroissant l'influence de ses relais médiatiques dans le monde.

Depuis son lancement en 2013, le projet des nouvelles routes de la soie contribue à asseoir l'idée selon laquelle la Chine, et elle seule, serait destinée à devenir la prochaine superpuissance mondiale. Dans tout cela, il semble que nous ayons perdu la capacité de comprendre le langage et la grammaire intrinsèquement marxiste du régime. Or, conformément à son héritage internationaliste et léniniste, le PCC entend influencer, endoctriner et mobiliser les groupes et les individus se trouvant hors de ses structures afin de servir ses objectifs.

Pour ce faire, partout où il le peut, il coopte et tente de manipuler les élites dans le but de façonner discours et décisions, opérant dans un espace situé entre l'influence et l'ingérence. Ses moyens sont la propagande (« bien raconter l'histoire de la Chine »), la surveillance et la pression sur les minorités et les diasporas – notamment sur les communautés tibétaine et ouïghoure –, le transfert illicite de sciences et de technologies et l'utilisation de ses agences de renseignement.

Les opérations du Front uni

Une facette de l'action du parti-État chinois, souvent mal identifiée mais bien réelle dans les sociétés européennes, y compris en France, est celle du système du Front uni³. Très schématiquement, le Front uni désigne une tactique – formulée pour la première fois par Lénine en Russie – qui recourt à des réseaux de groupes ou d'individus que le PCC déploie en Chine et à l'étranger. Géré

² Le sinologue Andrew Chubb dresse un panorama utile des questions de terminologie que soulève l'usage du terme « influence » : voir Andrew Chubb, « Conceptual Language: The Problem with “Chinese Influence” », *PRC Overseas Political Activities: Risk, Reaction and the Case of Australia*, coll. « Whitehall Papers », Routledge, Londres, 2021, p. 14-28.

³ Au sujet du Front uni en français, voir Antoine Izambard, *France-Chine : Les liaisons dangereuses. Espionnage, business... Révélations sur une guerre secrète*, Stock, Paris, 2019 ; Paul Charon et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Les opérations d'influence chinoises : un moment machiavélien », Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Paris, 2021.



Sur un petit autel d'un village du Tibet, un portrait de Xi Jinping associé à celui de son lointain prédécesseur, Mao Zedong. L'actuel président chinois se présente comme l'homme qui parachèvera l'œuvre du Grand Timonier et conduira le pays au zénith de sa puissance.

principalement par le département du Travail du Front uni (DTFU), ce système englobe de nombreuses organisations de façade subordonnées et leurs affiliés en Chine et à l'étranger.

Le système distingue les membres du PCC de ceux qui n'en font pas partie, ces derniers étant répartis entre « alliés » et « ennemis ». La démarcation déterminante entre alliés et ennemis du PCC établit une division entre, d'une part, celles et ceux qui n'appartiennent pas au PCC mais qui sont acquis à sa cause et, d'autre part, celles et ceux qui s'opposent aux objectifs du Parti. Il ne s'agit donc pas d'opposer les citoyens de la RPC aux étrangers, même si le Parti privilégie dans les faits l'« utilisation » des citoyens chinois expatriés ainsi que des descendants de Chinois vivant outre-mer, y compris ceux n'ayant pas la nationalité chinoise.

Un système bien établi

Au cours de la dernière décennie, le système du Front uni a connu de nombreux changements en termes d'objectifs, de priorités politiques et de

positionnement au sein de l'architecture du parti-État. L'activité du Front uni constitue une priorité absolue du régime de Xi Jinping, qui a considérablement renforcé son rôle, ses ressources (budget, personnel) et son importance. En mars 2018, le système du Front uni a même absorbé trois institutions étatiques : la commission d'État pour les Affaires ethniques, la commission d'État pour les Affaires religieuses et le Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer.

Dans l'architecture du parti-État, le système du Front uni cohabite avec d'autres systèmes thématiques regroupant divers institutions et offices du PCC et de l'État, comme les systèmes des affaires extérieures, de la propagande et de l'idéologie, de l'armée et de la sécurité, ou de l'économie et des finances. Tous ces systèmes thématiques et les administrations qui y sont affiliées peuvent être mobilisés pour